



Cynthia Fleury : “L’art de parler vrai pourrait nous aider”

Au centre des débats qui secouent la société française aujourd’hui, la philosophie, science majeure, paraît supplantée par la sociologie, l’économie. Comment l’expliquez-vous ?

À l’Université ou dans le débat public, l’économie, la science politique et la sociologie monopolisent souvent les sciences humaines, sans doute aussi parce qu’elles offrent une illusion scientifique, statisticienne, susceptible de créer des modélisations.

Le monde des dirigeants, entrepreneurs ou politiques, pense pouvoir utiliser plus facilement leurs données, et s’appuyer dessus pour prendre des décisions stratégiques.

Mais souvent leur valeur objective déçoit. À l’inverse, la philosophie déconstruit ce type d’illusion et possède une valeur ajoutée considérable, parce qu’elle est par nature plus écosystémique que sectorielle. Elle encourage à mettre en lien les événements, à dépasser les frontières théoriques des disciplines. Elle démasque les simulacres de réflexion, lutte contre la désubstantialisation du langage, ce qu’Orwell appelait la « novlangue ».

Il faut comprendre ce terme au sens fort du terme : la corruption commence là où l’on ne peut plus nommer les choses, et là où nommer les choses ne sert à rien. Par ailleurs, la philosophie considère que la non-évidence et l’incertitude constituent les premiers territoires de la modernité.

Elle reste malgré tout un ethos, une façon d’agir qui n’est pas découplée du sens, une exigence d’ouverture dans un monde qui paraît parfois bloqué. Suivant le

vieux principe de Marc Aurèle que pour changer le monde il faut se changer soi-même, elle crée du possible et reste le meilleur viatique pour recouvrer l'élan de se projeter dans l'avenir.

Alors qu'autrefois de nombreux philosophes français prenaient la parole dans les débats publics (André Gide, Jean-Paul Sartre ou Michel Foucault notamment), les authentiques penseurs d'aujourd'hui choisissent le retrait...

Vivre dans ce monde n'est pas si simple : les mégalofoles ont fait de la circulation, du flux, leur habitat premier, au détriment même des hommes.

Dans ces conditions, nous ne pouvons nous étonner que nos concitoyens cherchent des réponses à leur angoisse. Le philosophe Günther Anders la décrivait parfaitement dans son livre L'Obsolescence de l'homme. Il s'élevait contre la cohorte des « racketteurs du sens », ceux qui font de la quête du sens un business. Il avait bien raison, mais en même temps je crois que nos concitoyens ne sont pas dupes. Ils savent que lorsqu'une personne parle trois minutes à la télévision en tant que « philosophe », c'est là une facilité de langage pour présenter rapidement son « d'où elle parle ». Le temps long, ensuite, reprend la main sur la définition des uns et des autres.

Il n'en demeure pas moins que la querelle de la place des intellectuels est dépassée : les grands philosophes sont liés à l'agora publique par définition, hier et aujourd'hui. Après celle-ci est aussi une « caverne » dont il faut sortir.

Mais la tradition française intellectuelle, au sens sartrien du terme (celui qui s'occupe de ce qui ne le regarde pas), me paraît régulatrice dans sa mise à nu des souffrances et des violences que nous subissons.

Elle reste un exercice de vérité, non pas dans son sens dogmatique, mais dans sa volonté de rendre performatrice la parole en démocratie. La philosophie avec la psychanalyse sont peut-être les dernières sciences humaines à croire au langage comme force motrice du monde.

Comment expliquez-vous la défiance des Français à l'égard du champ politique ?

Les citoyens me paraissent moins indifférents à la politique qu'à la chose

politicienne. La petite vie des partis les écœure. En revanche, l'engagement politique, au sens de la cité, les intéresse, par le biais d'un engagement associatif, au sein d'une entreprise, ou en s'insérant dans le débat public, via un blog ou les réseaux sociaux.

Le rejet des partis politiques (et même parfois des syndicats) vient de ce que ces organisations sont considérées uniquement comme des lieux de conquête du pouvoir, incapables d'imaginer des propositions nouvelles, des formes inédites de démocratie. La démocratie est aussi victime du succès d'une meilleure transparence publique ; les scandales de corruption ont toujours existé mais les divulguer aujourd'hui n'est pas sans effets pervers sur le moral des individus.

En revanche, ceux qui ne parviennent pas à s'impliquer dans ce genre d'expérience collective se trouvent pris dans une spirale de découragement, voire de ressentiment, qui se traduit souvent par une adhésion aux thèses défendues par l'extrême droite.

Cela permet-il de comprendre les divisions qui frappent notre pays ?

La classe moyenne a explosé, elle s'est atomisée, disloquée. La seule chose qui rassemble les individus est leur vécu de déclassement, et cela ne fait pas une conscience commune.

Le mal-être en partage n'est pas un grand récit. Or la classe moyenne n'est pas une classe anodine, c'est le cœur vivant d'une démocratie. Lorsqu'elle est incapable de porter un récit collectif, le pays rentre en crise.

Dans le délitement social, les élites ont également un rôle non négligeable. Il y a quelques années, j'avais parlé de déshonneur à leur sujet. Qu'elles appartiennent au mondes économique ou politique, à la vie culturelle ou sportive, elles mènent une sécession : elles tiennent un discours de dénigrement systématique à l'égard du plus grand nombre, et s'expatrient de l'intérieur (en se soustrayant à l'impôt par tous les moyens légaux et moins légaux), ou de l'extérieur (en allant résider ailleurs). C'est d'autant plus tristement ironique que les individus qui composent l'élite sont les enfants gâtés de la République.

Nous savons en effet, grâce aux travaux de Pierre Bourdieu, que la méritocratie, dans notre pays, tient de la fiction et qu'elle adoube pour la plupart du temps des héritages socioculturels. Ces formes de sécession civique se trouvent par ailleurs

renforcées par la mondialisation, qui offre aux citoyens les mieux formés des échappatoires évidentes. Pourtant, je décèle une lueur d'espoir. L'innovation sociale séduit et les adultes et les jeunes gens. Si je regarde mes étudiants, qui appartiennent pour la plupart à une élite sociale et qui ne sont donc pas représentatifs de la majorité des jeunes, je constate qu'ils veulent davantage s'impliquer dans la vie collective et soutenir même l'entrepreneuriat social.

Ce n'est pas encore un raz-de marée, mais c'est un mouvement significatif, un élan qui rompt avec l'égoïsme de leurs prédécesseurs. Quant au reste de la population, personne ne peut nier l'émergence d'insularités dans toute la France, s'appuyant sur l'innovation sociale et l'économie circulaire. La révolution « jugaad » [littéralement l'art de « faire plus avec moins », *ndlr*] ne touche pas seulement les pays émergents, elle réinvente le rapport qu'a l'Occident à lui-même, dans le travail, la vie quotidienne, l'éducation.

On oublie trop souvent que l'Europe, et tout particulièrement la France, est pionnière et première en « FabLabs », autrement dit « open innovation ». La communauté des « makers » comptera à l'avenir de nombreux Français.

Quel regard portez-vous sur la situation politique aujourd'hui ?

Je ne pense pas que François Hollande ait uniquement été élu en contre-feu de Nicolas Sarkozy. Le programme qu'il a présenté, cohérent, dynamique, répondait à de vraies attentes. Hélas, une fois élu, il s'est contenté de mettre en œuvre des moitiés de lois concernant des moitiés de mesures. Par exemple, la loi de séparation des activités bancaires qui ne concernera que 2 à 3 % des activités bancaires alors qu'en 2012 le candidat Hollande avait manifesté de plus hautes ambitions.

Comment l'expliquez-vous ? S'agit-il de pusillanimité ?

Oui, pourquoi prendre autant de temps pour ne rien faire ou presque ? En dépit de ses efforts, le chef de l'État nous donne l'impression d'un homme prisonnier de ses mauvaises manies tacticiennes alors que les enjeux exigent une véritable audace. Manque-t-il de conviction ? Je l'ignore. Mais cette situation me semble d'autant plus insupportable que les Français sont favorables à des réformes. Ils ne demandent pas un leadership « viriliste » mais un cahier des charges suivi et ressenti comme équitable.

La France n'est-elle pas difficile à gouverner ?

Je reconnais que notre pays se compose d'un magma de multiples corps agglomérés. Comme le disait le général de Gaulle : les Français perçoivent leur égalité par le biais de leurs privilèges. Quand on s'attaque à cette montagne d'avantages multiples, à ces dissymétries masquées, clandestines et complexes, on ne peut s'étonner de provoquer en retour des montagnes... de protestations. Certains ont parlé d'un État providence corporatiste français, l'expression me semble juste. Le manque de courage est donc tout à fait partagé. Chaque corporation refuse de lâcher du lest en premier.

Je le regrette d'autant plus que ce que les Grecs appelaient la *parrêsia*, l'art de parler vrai, pourrait pourtant nous aider. Tant que chaque partie du peuple aura le sentiment que les réformes annoncées ne touchent qu'elle, nous ne parviendrons pas à les réaliser. Or, nous sommes dans l'obligation de mettre à nu certains dysfonctionnements, certains privilèges pour amorcer la négociation générale. Cela me rappelle certains analysants qui, incapables de mettre un terme à un dysfonctionnement, poursuivent leur dérive jusqu'à ce que le dysfonctionnement les envoie dans le mur. La France avance un peu comme cela pour l'instant : elle utilise le mur comme substitut de politique.

Le mur, cela peut être l'obligation de telle ou telle austérité, l'arrivée de la troïka du FMI, les mêmes contraintes qui ont été imposées au Portugal, à la Grèce, la consolidation d'un vote extrême... La politique se réduit à la gestion de la catastrophe, au lieu d'être une anticipation. Tant que nous n'aurons pas fait cet effort de *parrêsia*, nous serons incapables d'agir avec efficacité.

Propos recueillis par Frédérick Casadesus